3355 (XXIX). Traduction en allemand de certains documents officiels de l'Assemblée générale et des résolutions du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social⁴⁷

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question de la traduction en allemand de certains documents officiels de l'Assemblée générale et des résolutions et décisions du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social,

1. *Note avec gratitude* que l'Autriche, la République démocratique allemande et la République fédérale d'Allemagne ont donné l'assurance qu'elles étaient disposées à contribuer collectivement, jusqu'à nouvel ordre, à couvrir les dépenses découlant de la présente résolution;

2. *Décide* que, conformément à l'article 57 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, les résolutions et décisions de l'Assemblée générale, de même que les autres suppléments à ses documents officiels, ainsi que les résolutions et décisions du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social, seront publiés en allemand à partir du 1^{er} juillet 1975.

2324^e séance plénière
18 décembre 1974

3357 (XXIX). Statut de la Commission de la fonction publique internationale⁴⁸

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 3042 (XXVII) du 19 décembre 1972, par laquelle elle a créé, en principe, une Commission de la fonction publique internationale et où elle a énoncé les principes fondamentaux concernant les fonctions et la composition de la Commission et le mode de désignation de ses membres,

Notant que la résolution susmentionnée prévoit que les organisations appliquant le régime commun des Nations Unies participeront à l'élaboration du statut de la Commission et au choix de ses membres,

Tenant compte des observations et recommandations formulées par le Secrétaire général dans ses rapports du 20 septembre 1973⁴⁹, du 1^{er} octobre 1974⁵⁰ et du 22 octobre 1974⁵¹, ainsi que des observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans ses rapports du 30 novembre 1973⁵² et du 29 novembre 1974⁵³,

1. *Approuve* le statut de la Commission de la fonction publique internationale qui figure en annexe à la présente résolution;

2. *Souscrit* aux dispositions administratives et budgétaires proposées pour 1975 par le Secrétaire général⁵¹, sous réserve des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁵³;

3. *Prie* la Commission de la fonction publique internationale de revoir en priorité le régime des traitements des Nations Unies, conformément à la décision énoncée

⁴⁷ Voir également p. 146, point 106.

⁴⁸ Voir également p. 145, point 82.

⁴⁹ A/9147 et Corr.1.

⁵⁰ A/9738.

⁵¹ A/9738/Add.1 et Add.1/Corr.1.

⁵² A/9370.

⁵³ A/9891.

au paragraphe 5 de la résolution 3042 (XXVII) de l'Assemblée générale et de présenter un rapport intérimaire à l'Assemblée lors de sa trentième session;

4. *Invite* les organisations appliquant le régime commun des Nations Unies à participer et à contribuer aux travaux de la Commission de la fonction publique internationale et prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Comité administratif de coordination, de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trentième session, sur l'évolution de la situation.

2325^e séance plénière
18 décembre 1974

ANNEXE

Statut de la Commission de la fonction publique internationale

CHAPITRE PREMIER

CRÉATION

Article premier

1. L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies crée, conformément au présent statut, une Commission de la fonction publique internationale (ci-après dénommée la Commission) pour assurer la réglementation et la coordination des conditions d'emploi dans les organisations qui appliquent le régime commun des Nations Unies.

2. La Commission exerce ses fonctions à l'égard de l'Organisation des Nations Unies ainsi que des institutions spécialisées et autres organisations internationales qui appliquent le régime commun des Nations Unies et acceptent le présent statut (ci-après dénommées les organisations).

3. L'acceptation du statut par une desdites institutions ou organisations est notifiée par écrit au Secrétaire général par son chef de secrétariat.

CHAPITRE II

COMPOSITION DE LA COMMISSION ET NOMINATION DE SES MEMBRES

Article 2

La Commission se compose de quinze membres nommés par l'Assemblée générale, dont deux, choisis respectivement comme Président et Vice-Président, exercent leurs fonctions à temps complet.

Article 3

1. Les membres de la Commission sont nommés à titre personnel; il devra s'agir de personnalités réputées pour leur compétence et ayant acquis une expérience importante à des postes de responsabilité dans l'administration publique ou dans d'autres domaines connexes, en particulier dans l'administration du personnel.

2. Les membres de la Commission, tous de nationalité différente, sont nommés compte dûment tenu de la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable.

Article 4

1. Le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Comité administratif de coordination, établit, après les consultations appropriées avec les Etats Membres, les chefs de secrétariat des autres organisations et les représentants du personnel, une liste de candidats aux postes de Président, de Vice-Président et de membres de la Commission, et consulte le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avant de soumettre cette liste pour examen et décision à l'Assemblée générale.